

Discours du Président BOUTEFLIKA à l'occasion de la 9e session du Forum pour le partenariat avec l'Afrique

Le Président de la République, M. Abdelaziz BOUTEFLIKA, a prononcé lundi à Alger un discours à l'occasion de la 9e session du Forum pour le partenariat avec l'Afrique.

En voici le texte intégral :

**"Monsieur le Président de la République Fédérale d'Allemagne,
Altesses,
Messieurs les Ministres et Représentants Personnels des Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs.**

Je tiens à vous souhaiter la bienvenue parmi nous et vous assurer que mon pays ne ménagera aucun effort pour contribuer au plein succès de vos assises.

Nous sommes particulièrement honorés de la présence parmi nous de son Excellence Horst Kohler, Président de la République Fédérale d'Allemagne.

Sa participation à cette cérémonie d'ouverture est un signal fort de l'importance qu'accordent l'Allemagne et le G8, dont elle assure la présidence, à ce forum et à son rôle crucial dans la promotion du partenariat entre l'Afrique et les pays développés.

Nous savons, M. le Président, l'intérêt personnel que vous portez à l'Afrique et à son devenir. Votre initiative "Partenariat avec l'Afrique" porte témoignage de cet engagement et vient conforter les efforts déployés à cette même fin aux plans bilatéral et multilatéral.

Comme vous l'avez souligné à différentes reprises, " l'Afrique est un continent d'avenir". Cette conviction est aussi la nôtre. La prospérité de l'Afrique est aussi celle de ses partenaires. C'est dans cet esprit que nous inscrivons notre relation avec les pays du G8, une relation que nous voulons mutuellement bénéfique, en pleine rupture avec la logique de l'assistanat qui a prévalu par le passé.

Comme nous l'avons souvent répété, à travers les principes et les objectifs du NEPAD, le développement du continent interpelle en premier lieu les Africains eux-mêmes. Il doit répondre aux attentes réelles des populations africaines et ne peut se réaliser qu'avec leur participation active. Il repose, d'abord et avant tout, sur la mobilisation et la valorisation des ressources naturelles dont dispose le continent.

L'accompagnement de ces efforts par les partenaires au développement et par la communauté internationale en général reste, évidemment, une exigence incontournable. Pour être réellement effectif, cet accompagnement devrait être centré sur les priorités définies par les Africains eux-mêmes.

Dans le cadre de ce Forum pour le Partenariat avec l'Afrique, l'objectif premier doit donc rester d'oeuvrer à une meilleure conjugaison de nos efforts pour que la dynamique de dialogue, de coopération solidaire et de partenariat mutuellement bénéfique enclenchée depuis Kananaskis réponde pleinement à nos espoirs et à nos attentes.

Cette présente réunion pourra valoriser les importants progrès réalisés dans cette voie. Elle ne manquera pas aussi de trouver les moyens nécessaires pour les consolider. L'ampleur des défis à relever n'est pas à souligner car, dans les conditions actuelles, l'Afrique sera très probablement le seul continent à ne pas atteindre les objectifs du Millénaire à l'horizon 2015. Il est encore temps d'agir, d'agir vite et d'agir ensemble.

C'est là le message que nous avons retenu du Sommet du G8

à Heiligendamm.

Ce message devrait inspirer et guider vos débats.

**Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,**

Les pays africains se sont tous engagés dans de vastes programmes de réforme. Si l'on peut évaluer positivement les premières retombées de ces réformes, il ne fait guère de doute qu'elles sont encore insuffisantes.

Ainsi, en matière économique, les taux de croissance honorables réalisés par un grand nombre de pays africains ne sont pas accompagnés par une régression significative de la pauvreté. En matière de santé, d'éducation, d'emploi, de logement et de satisfaction des besoins vitaux des populations, les défis restent importants et pressants.

Les processus de refonte et de modernisation des institutions en charge du développement ont montré l'étendue du chemin qui reste à parcourir pour disposer d'institutions capables de répondre efficacement aux besoins quantitatifs et qualitatifs de nos sociétés et de nos économies. Ces processus ont mis en lumière l'importance cruciale de la question de la gouvernance dans les dynamiques de transformation des sociétés. La gouvernance, la bonne gouvernance représente en fait le levier central et le moteur principal du développement.

C'est pourquoi nous accordons désormais une attention soutenue à la gouvernance. C'est pourquoi aussi nous avons proposé que votre rencontre d'aujourd'hui soit placée sous le thème de la gouvernance en relation avec le développement.

A l'évidence, la réussite du processus de développement est tributaire de l'amélioration et de l'ancrage durable des règles et normes de bonne gouvernance dans tous les domaines d'activité. Nos efforts dans cette direction tendent

particulièrement vers la transparence dans la gestion des finances publiques, la création d'un environnement institutionnel favorable au développement des investissements nationaux et étrangers et également la lutte contre le terrible fléau de la corruption.

Cette lutte contre la corruption plus particulièrement, est devenue l'une de nos préoccupations majeures. Sur notre continent plus qu'ailleurs, chaque acte de corruption a des effets désastreux sur le développement socioéconomique.

L'éradication de ce phénomène nécessite la mobilisation effective et l'engagement actif de tous les pays africains mais aussi de leurs partenaires au développement.

Les initiatives prises à cette fin par l'OCDE et la Banque Mondiale sont certes méritoires, mais elles restent limitées dans leur portée. Mais il est clair que la promotion de la gouvernance en Afrique ne peut-être réduite à la seule lutte contre la corruption ni en être la principale motivation.

**Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,**

La mise en place du mécanisme africain d'évaluation par les pairs répond à ces préoccupations. Ce mécanisme exprime une volonté de dépassement et de rupture avec des approches et des méthodes de gouvernance qui ont montré leurs limites et n'ont pas permis au continent de progresser. Plus de la moitié des pays membres de l'Union Africaine ont déjà adhéré à ce mécanisme, alors que les processus d'évaluation se déroulent dans un nombre croissant de pays.

L'effort déployé à travers le mécanisme africain d'évaluation par les pairs participe d'une démarche globale qui s'emploie à créer une culture de la transparence et à mettre en place des institutions destinées à réduire les zones de conflits armés, à élargir les espaces de paix et de stabilité. à encourager le

légitimité constitutionnelle et la représentation populaire, à instaurer et à consacrer des systèmes de gouvernance démocratiques et largement participatifs, et à favoriser les processus d'intégration régionale et continentale.

L'Algérie s'inscrit pleinement dans cette logique de renouveau africain. Nous avons engagé de profondes réformes tendant à asseoir durablement la démocratie, l'Etat de droit, le pluralisme politique, la liberté d'expression, la protection et la promotion des droits de l'homme, l'égalité des chances et la justice sociale.

Ces réformes touchent à tous les secteurs stratégiques de la vie de notre société.

La politique de concorde civile et de réconciliation nationale, plébiscitée par le peuple algérien, a permis le retour de la paix et la stabilité ainsi que la canalisation des efforts et des moyens de la nation tout entière vers la relance du développement socioéconomique du pays.

L'Algérie est aujourd'hui un immense chantier institutionnel, économique, social et culturel, mu par une ferme volonté de mobiliser et de consacrer toutes ses ressources à la mise en place des instruments permettant au pays d'être au diapason des exigences de la modernité.

Nous nourrissons la même ambition pour notre continent dont le développement et la prospérité restent notre souci permanent et l'objet de tous nos efforts.

Je souhaite plein succès à vos travaux et vous remercie de votre aimable attention".

